



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

ASSURANCE-VIE, IFI ET PLAFONNEMENT

MICHEL LEROY

Référence de publication : Droit et Patrimoine, N° 284, 1er octobre 2018

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

I - LE MÉCANISME DU PLAFONNEMENT APRÈS LA RÉFORME

II - APPLICATION À L'ASSURANCE-VIE

L'ASSURANCE-VIE EST UNE EXCELLENTE TECHNIQUE D'OPTIMISATION DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE (IFI), EN PARTICULIER GRÂCE AU MÉCANISME DU PLAFONNEMENT, PUISQUE LE REDEVABLE PEUT DÉDUIRE LES PRÉLÈVEMENTS OPÉRÉS SUR LE FONDS EUROS DU CONTRAT.

L'abrogation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par la loi de finances pour 2018 (1) a mis fin aux stratégies destinées à limiter ou supprimer cette imposition.

Or, l'assurance-vie pouvait, sous l'empire du droit antérieur, constituer un placement permettant de réaliser cet objectif, essentiellement grâce au mécanisme du plafonnement (2) .

Pour mémoire, selon l'article 885 V bis du Code général des impôts (CGI), « *l'impôt de solidarité sur la fortune du redevable ayant son domicile fiscal en France est réduit de la différence entre, d'une part, le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente, calculée avant imputation des seuls crédits d'impôt représentatifs d'une imposition acquittée à l'étranger et des retenues non libératoires et, d'autre part, 75 % du total des revenus mondiaux nets de frais professionnels de l'année précédente, après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu et des produits soumis à un prélèvement libératoire réalisé au cours de la même année en France ou hors de France* ».

Ce qui signifiait que le total formé par l'ISF de l'année considérée, l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux supportés par le redevable, ne pouvait pas excéder 75 % des revenus nets de frais professionnels soumis à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Au-delà, l'ISF était réduit.

Dans le cadre d'une stratégie d'optimisation du mécanisme du placement, la souscription d'un ou plusieurs contrats d'assurance-vie apparaissait comme indispensable pour les raisons suivantes :

les prélèvements sociaux opérés chaque année sur les produits d'un contrat d'assurance-vie monosupport en euros et sur les fonds en euros des contrats multisupports entraient en compte dans ce calcul (3) ;

en revanche, seuls les produits rachetés devaient être intégrés dans le calcul du plafonnement de l'ISF.

Il en résultait par exemple que les redevables titulaires de revenus excédentaires (4) et propriétaires d'un patrimoine taxable important avaient tout intérêt à diminuer leur imposition à l'impôt sur le revenu et à l'ISF et à céder des actifs fructifères (par exemple immobiliers), puis à investir le produit de cession dans des contrats multisupports avec fonds en euros, sans procéder à des rachats. Une telle stratégie permettait à la fois de limiter fortement les revenus fiscaux et de prendre en compte dans le calcul du plafonnement les prélèvements sociaux opérés sur le fonds en euros indépendamment de tout revenu fiscal.

Cette stratégie classique est-elle encore pertinente depuis que le législateur a supprimé l'ISF et remplacé celui-ci par un impôt sur la fortune immobilière (5) ?

I - LE MÉCANISME DU PLAFONNEMENT APRÈS LA RÉFORME

Le législateur n'a pas supprimé le mécanisme du plafonnement mais l'a adapté à la réforme opérée par la loi de finances pour 2018.

Aux termes de l'article 979 du CGI, l'IFI du redevable ayant son domicile fiscal en France est réduit de la différence entre :

d'une part, le total de cet impôt et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente, calculés avant imputation des seuls crédits d'impôt représentatifs d'une imposition acquittée à l'étranger et des retenues non libératoires ;

d'autre part, 75 % du total des revenus mondiaux nets de frais professionnels de l'année précédente, après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156 du CGI, ainsi que des revenus exonérés d'impôt sur le revenu et des produits soumis à un prélèvement libératoire réalisés au cours de la même année en France ou hors de France.

La mise en œuvre du plafonnement implique par conséquent de déterminer :

d'une part, le total de l'IFI et des impôts dus en France et à l'étranger au titre des revenus et produits de l'année précédente ;

d'autre part, le total de ces revenus et produits de l'année précédente.

Si le premier terme est supérieur à 75 % du second, l'excédent vient en diminution de l'IFI. Cet excédent n'est ni imputable sur d'autres impositions ni restituable.

Mais, dans ce calcul sont également ajoutés à l'IFI et à l'impôt sur le revenu dus par le redevable les prélèvements sociaux frappant les produits de l'assurance-vie (6) .

Il y a lieu de tenir compte de ces impositions dues à raison des revenus et produits perçus par chaque membre du foyer fiscal au sens de l'IFI, qui a son domicile fiscal en France.

II - APPLICATION À L'ASSURANCE-VIE

Rappelons en préambule que, selon l'article 31 de la loi de finances pour 2018 (7) , la valeur de rachat d'un contrat d'assurance rachetable ou d'un contrat de capitalisation exprimé en unités de compte est comprise dans le patrimoine du souscripteur à hauteur de la fraction de sa valeur représentative des actifs imposables (8) .

Le redevable qui cède un actif immobilier pour investir dans un contrat d'assurance-vie diminue par conséquent fortement l'assiette d'imposition puisque seule la fraction des unités de compte représentatives des droits immobiliers devra être prise en compte dans la déclaration IFI.

L'avantage semble en vérité double puisque, en réalisant un tel investissement, le redevable optimise également la mise en œuvre du plafonnement.

Sans doute, de prime abord, le commentateur pourrait être enclin à penser qu'il n'est pas possible, pour le redevable, de déduire les prélèvements sociaux prélevés dès l'inscription en compte des produits sur les fonds en euros des contrats d'assurance-vie souscrits, sachant que ceux-ci, par définition, ne sont pas issus de droits exprimés en unités de compte. Cette opinion peut paraître confortée par l'article 979 du CGI, selon lequel, *« lorsque l'impôt sur le revenu a frappé des revenus de personnes dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière, il est réduit suivant le pourcentage du revenu de ces personnes par rapport au revenu total »*.

Toutefois, deux remarques peuvent être formulées : d'abord cette disposition n'est pas applicable aux prélèvements sociaux, lesquels ne constituent pas à proprement parler un impôt, fût-il sur le revenu.

Ensuite, la raison d'être de cette disposition, reprise du régime de l'ISG, est de permettre de tenir compte du fait que les membres du foyer fiscal peuvent ne pas être les mêmes en matière d'IFI et d'impôt sur le revenu, en raison des définitions différentes du foyer fiscal et des dates auxquelles il convient de se placer pour apprécier sa composition (9) .

Il ne fait pas de doute que le redevable peut, comme pour le plafonnement de l'ISF, déduire les prélèvements opérés sur les fonds en euros, alors même que celui-ci est exonéré. En effet, selon l'administration fiscale, ils sont également ajoutés à l'IFI et à l'impôt sur le revenu dus par le redevable pour la détermination du premier terme de comparaison du calcul du plafonnement (10) . Et il y a lieu de tenir

compte de ces impositions dues à raison des revenus et produits perçus par chaque membre du foyer fiscal au sens de l'IFI, qui a son domicile fiscal en France (11) .

Le mécanisme du plafonnement est donc parfaitement optimisé lorsque le redevable ne rachète pas. Mais en cas de rachat sur un contrat d'assurance-vie dont une partie est exprimée en unités de compte, faut-il prendre en compte, pour l'appréciation du premier terme du plafonnement, tous les produits rachetés ou uniquement ceux correspondant à la fraction représentative des unités de compte ?

Selon l'administration fiscale, sont pris en compte pour le calcul du plafonnement de l'IFI tous les revenus français ou étrangers réalisés au cours de l'année précédant celle de l'imposition à l'IFI après déduction des seuls déficits catégoriels dont l'imputation est autorisée par l'article 156 du CGI, ainsi que les revenus exonérés d'impôt sur le revenu et les produits soumis à un prélèvement libératoire réalisés au cours de la même année en France ou hors de France (12) .

Si le redevable a des revenus excédentaires, il n'a donc pas, pour la mise en œuvre du mécanisme du plafonnement, intérêt à racheter ses contrats.

(1)

L. fin. 2018, no 2017-1837, 30 déc. 2017, JO 31 déc., art. 31.

(2)

Seule la souscription de contrats avec garantie de fidélité permettait, après la réforme opérée par la dernière loi de finances pour 2013, de limiter l'assiette taxable.

(3)

Pour rappel, les prélèvements sociaux ont pour assiette les produits acquis. Les produits sont acquis lors de leur inscription en compte dans les contrats monosupport en euros, et lors d'un rachat ou d'un dénouement pour les contrats en unités de compte. La loi de finances pour 2011 a soumis les produits constatés dans les fonds en euros (mais non encore acquis en raison de la possibilité d'un arbitrage) aux prélèvements à la source.

(4)

C'est-à-dire dont le montant excède les charges annuelles et le train de vie.

(5)

Nous n'envisageons pas dans ce développement l'année 2018, année particulière où les revenus sont neutralisés par le crédit d'impôt « modernisation du recouvrement ».

(6)

BOI-PAT-IFI-40-30-10-20180608, no 140.

(7)

L. fin. 2018, no 2017-1837, 30 déc. 2017, précité, art. 31.

(8)

CGI, art. 972 et s.

(9)

BOI-PAT-IFI-40-30-10-20180608, précité, no 80.

(10)

Ibid., no 140.

(11)

Ibid., no 150.

(12)

Ibid., no 160.